



Jean LAVALLEY

Le colloque organisé hier pour le cinquantenaire de l'Ecole atomique a été marqué par la présence du général Georgelin, qui a insisté sur l'importance de la dissuasion. Aujourd'hui et demain, l'école sera ouverte au grand public.

Chef d'état-major des armées

Le général Georgelin à l'Ecole atomique

*Presse de la Manche
du 21.10.06*

Page 4

La dissuasion au cœur du colloque de l'Ecole atomique

Il a beaucoup été question de la dissuasion nucléaire, hier au colloque organisé pour les cinquante ans de l'Ecole atomique. " La dissuasion s'exerce en permanence et sa menace est déjà une forme d'emploi ", a insisté le nouveau chef d'état-major des armées, le général Jean-Louis Georgelin.



Le général Jean-Louis Georgelin : " L'école est au cœur de notre politique de défense. "

Accueillis hier matin par le capitaine de vaisseau Dominique Leter, commandant de l'Ecole des applications militaires de l'énergie atomique (EAMEA), le général d'armée Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, et l'amiral Alain Oudot de Dinville, chef d'état-major de la Marine, ont donné aux célébrations du cinquantième de l'EAMEA un relief certain.

" Une armée moderne déploie de très nombreux moyens au service de la défense, et je veux notamment rendre hommage aux équipages des SNLE et aux pilotes sur Mirage en alerte permanente. Cet hommage va aussi à tous ceux qui permettent la mise en œuvre de ces forces. L'EAMEA en est particulièrement représentative : elle travaille dans la discrétion, souvent ignorée du grand public, alors qu'elle est au cœur de notre politique de défense, de la dissuasion ", a salué le général Georgelin. " La sécurité nucléaire, la maîtrise des armes, la radioprotection sont des conditions fondamentales de notre crédibilité. L'Ecole atomique porte le témoignage permanent de notre savoir-faire en matière de nucléaire, et ce depuis cinquante ans et je lui appor-

te la reconnaissance des armées. "

Au-delà de cet hommage, et pour lancer le colloque organisé dans le cadre du cinquantième, le chef d'état-major des armées a insisté sur le rôle de la dissuasion, " prolongement de notre stratégie de prévention ". " Toute réflexion doit partir d'un environnement international où l'insécurité s'intensifie alors que beaucoup attendaient un apaisement avec la fin de la guerre froide. De nouveaux défis sont posés, liés à la prolifération des armes de destruction massive. La dissuasion n'est pas seulement une réponse aux armes nucléaires ou balistiques. Elle doit faire comprendre que toute atteinte à nos intérêts vitaux ne restera pas sans réponse. La dissuasion s'exerce en permanence et sa menace est déjà une forme d'emploi ", souligne-t-il.

Une doctrine qui, en fonction de l'évolution des menaces et des technologies, est régulièrement formalisée. Le président de la République en a à nouveau fixé les contours en janvier dernier lors d'une visite à l'île Longue. Le général Georgelin y ajoute une dimension économique : " Nous avons pu ramener le coût de la dissuasion à un niveau raison-

nable, un peu moins de 10% des crédits de la Défense "

et esquisse aussi les pistes de réflexion, avec la défense antimissiles qui compléterait le dispositif, et la politique de défense européenne, qui dépend de la capacité des vingt-cinq à définir leurs intérêts vitaux.

Le rôle politique de la dissuasion

Ce propos a ensuite été développé par deux intervenants, Thierry d'Arbonne, ancien commandant des Forces océaniques stratégiques, et le géopolitologue Gérard Chaliand.

" Le nucléaire, qu'il soit civil ou militaire, est stratégique ", martèle l'amiral d'Arbonne. Au passage, il fustige cet autre amiral qui, au moment de la chute du mur de Berlin, s'était exclamé : " C'en est fini de la Forst ! " Il préfère citer Vladimir Poutine qui avait déclaré en 2003 : " Sans nucléaire, la Russie ne serait pas une puissance moyenne, mais un état du tiers-monde. "

Très clairement, cette chute du mur de Berlin a profondément modifié la donne. Pour Gérard Chaliand, elle a marqué le début de l'hégémonie américaine. " Il n'y a plus d'ennemi, et pourtant il y a la guerre, une multitude de crises ", complète Thierry d'Arbonne. " La première guerre du Golfe a révélé une armée française assez modeste, peu adaptée ", observe-t-il. Sa réorganisation sur le modèle de la gestion des crises balkaniques est aujourd'hui achevée, privilégiant le renseignement, l'aspect interarmées et les nouvelles armes guidées.

Et le nucléaire ? L'amiral d'Arbonne lui donne un rôle plus politique, conférant, au-delà d'une garantie sur la sécurité du pays, une autonomie stratégique illustrée par les positions de De Gaulle pour sortir de l'Otan, de Mitterrand lors de la crise des euromissiles ou de Chirac avec la deuxième guerre du Golfe.

Gérard Chaliand a ajouté une autre dimension à ce

contexte géostratégique : le terrorisme. " Le 11 septembre a été un coup médiatique d'Al Qaïda, très bien exécuté, mais qui s'est révélé être un échec : l'organisation a perdu toutes ses bases d'entraînement en Afghanistan, comme les bases arrière des groupes européens, la Fraction Armée rouge ou les Brigades rouges, avaient été décapitées il y a une vingtaine d'années ", explique-t-il en substance.

Il parle aussi d'échec américain en Afghanistan, faute d'avoir reconstruit le pays, ou en Irak, théâtre d'une véritable insurrection. Les cas de la Corée du Nord, avec un premier essai nucléaire, et de l'Iran qui cherche également à se doter de la technologie nucléaire, lui inspirent en revanche moins de crainte. " Il ne se passera rien en Corée, sinon une fuite en avant du régime. L'Iran, lui, voit dans le nucléaire une garantie de sécurité. "

J.L.



De nombreux militaires, mais aussi des civils ont participé hier au colloque organisé par l'Ecole atomique.